

Situation économique et financière du Qatar

Alors que le pays demeure sous embargo du Quartet (Emirats arabes unis, Arabie saoudite, Egypte, Bahreïn), la croissance économique s'est redressée au Qatar en 2018 dans un contexte de hausse des cours des hydrocarbures et de poursuite des grands projets. Elle devrait croître autour de 2% à 3% dans les années à venir, soutenue par les investissements liés à la Coupe du Monde 2022 et ceux attendus dans les hydrocarbures, dans un environnement de réformes visant à améliorer le climat des affaires et à progresser vers une plus grande ouverture à l'international.

1. Le Qatar a su tirer profit de ses ressources naturelles pour devenir l'un des pays les plus riches au monde

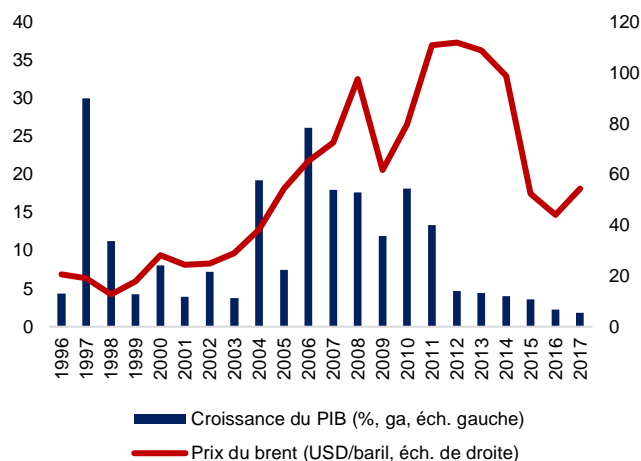
Petit producteur de pétrole, le Qatar est en revanche le 5ème producteur de gaz naturel dont il dispose des 3èmes réserves mondiales de gaz naturel, principalement localisées sur le champ offshore North Field. L'Emirat a su capitaliser sur cette ressource en investissant, très tôt et massivement, dans le développement d'importantes capacités de liquéfactions, qui lui ont valu de devenir dès 2006 le 1er exportateur mondial de gaz naturel liquéfié (GNL) (part de marché de près de 30%). Ce « pari GNL » a permis au Qatar d'enregistrer une croissance exceptionnelle dans le contexte du « boom » pétrolier des années 2000, et d'accumuler des réserves financières colossales, qui en font aujourd'hui un investisseur de premier plan à l'échelle internationale – via le fonds souverain Qatar Investment Authority (QIA). Cette période faste s'est traduite par une hausse rapide du PIB (167 Mds USD, 3ème économie du Golfe) et du niveau de vie de la population (2,7 millions d'habitants dont env. 10% de nationaux) qui est le plus élevé au monde (PIB/habitant de 113 000 USD en ppa). Elle s'est aussi accompagnée par la mise en place, depuis la fin des années 2000, d'une politique de diversification économique, même si les hydrocarbures restent, à ce stade, le moteur de l'économie locale (48% du PIB, 84% des exportations et 83% des recettes budgétaires).

2. Le Qatar a su faire face à la faiblesse des cours des hydrocarbures et aux conséquences de la crise régionale, la croissance économique ayant accéléré en 2018 et les comptes public et extérieur étant de nouveau « positifs »

Depuis le « boom » des années 2007-2011 (croissance de 16,1% par an en moyenne, soit la plus forte au monde), l'activité économique a ralenti (3,4% par an en moyenne sur la période 2012-2017) et a enregistré son rythme le plus faible en 2017 (1,6%) dans le contexte de la faiblesse de l'activité hydrocarbures et de l'embargo imposé par les pays voisins. En 2018, la croissance du PIB a rebondi pour se situer autour de 2% (+1,9% en moyenne sur les trois premiers trimestres 2018), soutenue par le secteur hors-hydrocarbures (+5,8% en moyenne sur les trois premiers trimestres 2018, après +3,8% en 2017) et la poursuite des grands projets.

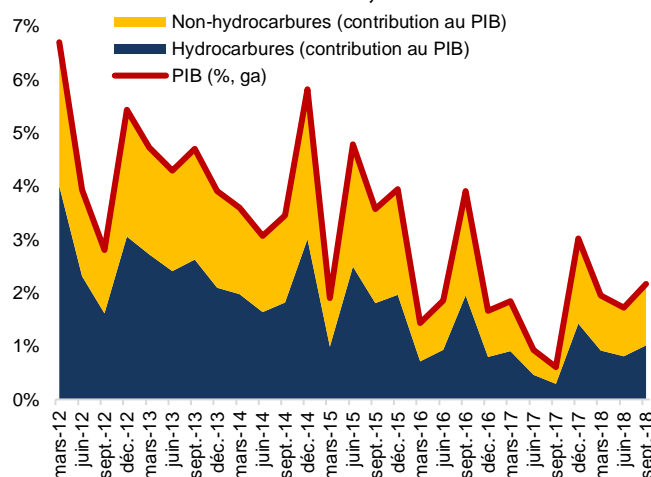
La remontée des cours des hydrocarbures a permis aux comptes public et extérieur d'être, tous deux, de nouveau excédentaires en 2018. Après avoir enregistré un déficit sur la période 2015-2017 (-5,5% du PIB en moyenne), une première depuis la fin des années 1990, contraignant les autorités à s'engager dans un processus de rationalisation des dépenses, le solde public est de nouveau excédentaire depuis le début 2018 (1,7% du PIB sur les trois premiers trimestres). La consolidation budgétaire engagée en 2016 (baisse des subventions sur l'eau et l'électricité, révision mensuelle des prix de l'essence en fonction des cours mondiaux, vaste remaniement des ministères, suspension de certains projets), reste toutefois d'actualité. Le Qatar dispose de certaines marges de manœuvre en cas d'aléas, son breakeven fiscal oil

Croissance du PIB, annuelle



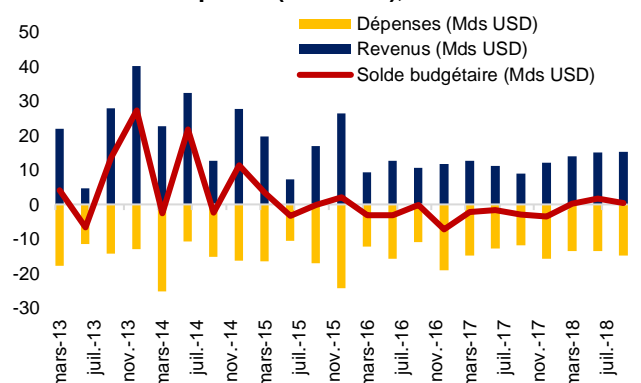
Sources : FMI, Banque mondiale, SE de Doha

Croissance du PIB, trimestrielle



Sources : Ministère de la Planification du Développement et des Statistiques, SE de Doha

Solde public (Mds USD), trimestriel



Sources : Banque centrale, SE de Doha

price étant le plus bas (47,4 USD en 2018 selon le FMI) de la région (avec le Koweït).

Le solde courant est, quant à lui, repassé à l'excédent dès 2017 (3,8% du PIB puis 8% du PIB sur les trois premiers trimestres 2018, après un déficit de 5,5% du PIB en 2016). L'ajustement rapide des circuits commerciaux – qui a par ailleurs permis de maintenir l'inflation sous-contrôle – dans le contexte de crise régionale et la poursuite des livraisons d'hydrocarbures et dérivés ont permis d'écarter l'hypothèse d'une dégradation du solde commercial, qui a bénéficié au contraire de la hausse du cours du baril.

3. Le secteur financier a également pu faire face à la conjoncture sans difficultés majeures

Le soutien des autorités (notamment via d'importantes injections de la Banque centrale et du fonds souverain) a permis, dans les premiers temps de la crise régionale, de défendre l'ancrage du QAR à l'USD et de préserver les capacités d'emprunt des banques et de l'Etat sur les marchés internationaux (niveau de la dette publique de 54% du PIB et rating par les agences de notation de AA-/AA3) – comme en témoigne les succès des émissions souveraines d'avril 2018 (12 Mds USD, souscrite plus de 4 fois) et de mars 2019 (12 Mds USD également, souscrite plus de 4 fois). L'ampleur des ressources financières dont dispose le gouvernement devrait lui permettre d'intervenir en cas d'une nouvelle baisse de confiance des opérateurs internationaux. La situation du secteur bancaire demeure saine, l'impact des sorties de capitaux sur le bilan des banques ayant été minimisé et les résultats de ces dernières étant globalement satisfaisants. L'exposition des banques au marché immobilier constitue toutefois un point de vigilance dans un contexte où les prix du logement évoluent à la baisse.

4. Les perspectives économiques demeurent favorables

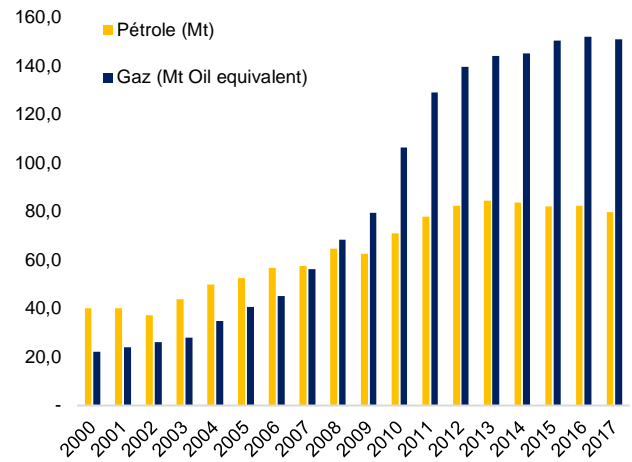
La croissance devrait continuer de rebondir en 2019 (prév. FMI de 2,8%) et les soldes courant et budgétaire poursuivre leur amélioration. Le FMI prévoit un excédent courant de 6,7% du PIB et un excédent budgétaire de 10,5% du PIB en 2019, les recettes publiques étant amenées à croître à la suite de l'introduction au 1^{er} janvier 2019 des droits d'accises sur le tabac, l'alcool, les boissons énergétiques (100 %) et les boissons sucrées gazeuses (50 %).

A plus long-terme, suite à la levée du moratoire sur le champ North Field, annoncée en avril 2017, l'augmentation des capacités de production de GNL (de 77 Mt à 110 Mt d'ici 2024, avec la construction de quatre nouveaux trains de liquéfaction) devrait permettre de consolider la position du Qatar sur le marché mondial du GNL et générer de l'activité sur l'ensemble de la chaîne des hydrocarbures, le Qatar jouissant également d'une position de premier plan sur plusieurs segments de l'aval pétro-gazier (GTL, hélium, pétrochimie).

D'ici là, la diversification de l'économie devrait se poursuivre, les secteurs hors-hydrocarbures ayant pesé pour près de 52% dans le PIB en 2017, contre 40% en 2011, et plusieurs champions nationaux (Qatar Airways, Ooredoo, Qatar National Bank) étant devenus des acteurs d'envergure internationale sur leurs marchés respectifs.

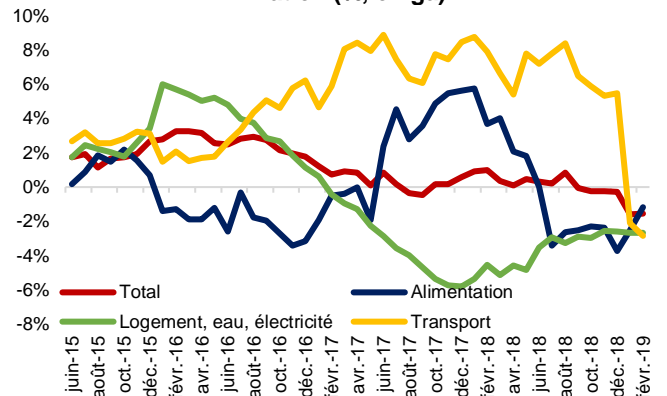
Suivi par : Julie Heuguet et Pauline Quinebeche

Production de pétrole et de gaz naturel



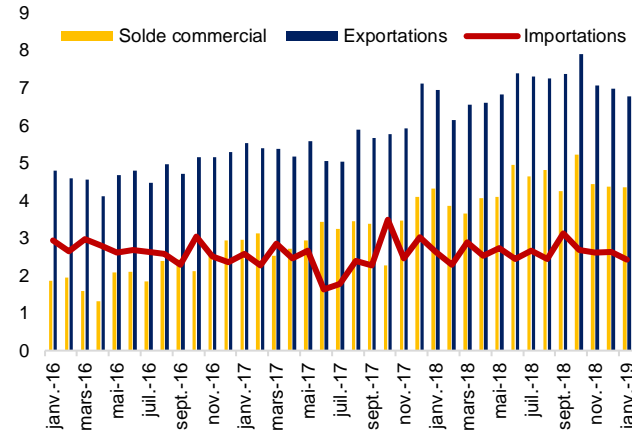
Sources : BP, SE de Doha

Inflation (% en ga)



Sources : Ministère de la Planification du Développement et des Statistiques, SE de Doha

Solde commercial, mensuel (Mds USD)



Sources : Ministère de la Planification du Développement et des Statistiques, SE de Doha

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Annexe. Qatar : principaux indicateurs économiques

En Chiffres :

Principaux indicateurs macroéconomiques

- **Population** : 2,7 millions (2018)
- **PIB** : 167 Mds USD (2017)
- **PIB / Habitant en PPA** : 112 818 USD (2017)
- **Croissance du PIB** : 1,9% sur les trois premiers trimestres 2018 (1,6% en 2017)
- **Solde public** : +1,7% du PIB sur les trois premiers trimestres 2018 (-6,6% du PIB en 2017)
- **Dette publique** : 54% du PIB (2017)
- **Solde courant** : +8% du PIB sur les trois premiers trimestres 2018 (3,8% du PIB en 2017)
- **Inflation** : 0,3% en 2018 (0,4% en 2017)
- **Réserves de la banque centrale (hors avoirs en or)** : 29,1 Mds USD à fin 2018 (13,6 Mds USD à fin 2017)
- **Montant des actifs du fonds souverain QIA** : 320 Mds USD, 11^{ème} fonds au monde
- **Notation souveraine** : AA-/Aa3, perspective stable (Fitch, S&P, Moody's)

Système financier et bancaire

- **Capitalisation boursière (Qatar Stock Exchange)** : 162 Mds USD à fin 2018 (130 Mds USD à fin 2017)
- **Actifs bruts des banques** : 390 Mds USD en 2018 (375 Mds USD à fin 2017)
- **Ratio de solvabilité (tier 1)** : 17% en 2018 (16,5% en 2017)
- **Rentabilité des actifs** : 1,6% en 2018 (1,5% en 2017)
- **Rentabilité des fonds propres** : 15,3% en 2018 (13,9% en 2017)
- **Créances douteuses / prêts bruts** : 1,9% en 2018 (1,6% en 2017)
- **Ratio prêts / dépôts** : 116,1% à fin 2018 (110,7% à fin 2017)

Hydrocarbures

- **Gaz** : 3^{ème} réserves mondiales de gaz naturel (24 900 Mds de m³ à fin 2017, 13% des réserves) ; 5^{ème} producteur (176 Mds m³ à fin 2017, 4,8% de la production), 1^{er} exportateur de GNL (77,5 Mt en 2017, soit 26,9% des exportations mondiales)
- **Pétrole** : 14^{ème} réserves mondiales de pétrole (25,2 Mds de barils à fin 2017, soit 1,5% des réserves) ; 17^{ème} producteur (79,9 Mt à fin 2017, soit 1,8% de la production, env. 600 000 barils/jour en 2018)

Autres

- **Arrivées de touristes** : 1,8 millions (2018)
- **Aéroport de Doha** (Hamad International Airport) : trafic passagers de 34,5 millions, trafic fret de 2,2 Mt (2018)
- **Qatar Airways** : 29,2 millions de passagers et 1,4 Mt de marchandises transportées (avril 2017-mars 2018)
- **Ports du Qatar** : 65,3 Mt de marchandises traitées (dont 27,4 Mt au port Hamad)
- **Indice global de compétitivité (WEF)** : 30^{ème} rang
- **Classement Doing Business (Banque mondiale)** : 83^{ème} rang

Source : Service économique de Doha